

Le cauchemar qui se cache dans le sionisme libéral

David Lloyd – The Electronic Intifada – 21 décembre 2013

David Lloyd est professeur émérite d'anglais à l'université de Californie, Riverside.

Sit-in d'une habitante du village bédouin non reconnu d'Al Araqibs lors d'une manifestation contre la démolition de son village et pour la libération des militants arrêtés, 1^{er} décembre 2013.
(Oren Ziv/ActiveStills)

Depuis que l'American Studies Association (ASA – Association des études américaines) a annoncé ce mois-ci que ses membres avaient voté massivement l'approbation du boycott des institutions universitaires israéliennes, le débordement prévisible des réactions déchaînées a été en s'accroissant.

Elles vont depuis le recyclage de l'ancien président de Harvard, Larry Summer, de l'accusation éculée que le boycott équivaut à de l'antisémitisme, jusqu'au venin islamophobe craché sur la page Facebook d'ASA et dans les boîtes de réception de ses dirigeants.

Mais ce qui est sûr, c'est que la plus fourbe des réponses à ce jour est celle de l'auteur de *La Crise du sionisme* et *d'Open Zion*, le rédacteur en chef Peter Beinard du *The Daily Beast* – en dépit du fait que Beinard évite le langage emporté et ouvertement doctrinaire déployé par les autres critiques (*Le réel problème avec le boycott d'Israël de l'American Studies Association* – 17 décembre 2013)

(<http://www.thedailybeast.com/articles/2013/12/17/the-american-studies-association-is-really-boycotting-israel-s-existence.html>).

En effet, Beinard généreusement disculpe l'ASA de tendances antisémites, encore que l'ASA n'ait aucun besoin de ses bonnes grâces dans ce domaine. Beinard aurait mieux fait d'examiner si le vrai geste antisémite n'était pas l'exigence sioniste que tous les juifs, quelles que soient leurs convictions politiques ou éthiques, acceptent un État unique et lui offrent leur allégeance, même si celui-ci est fondé sur la discrimination, l'exclusion et le nettoyage ethnique.

Exiger une telle identification de tous les juifs, ce n'est pas seulement exclure le nombre croissant des juifs à travers le monde qui contestent la nature de l'« État juif », mais aussi gommer des siècles de traditions juives diverses et non sionistes.

Beinart dit aussi passer sur l'incohérence de l'ASA qu'il y aurait à être à la fois une association universitaire boycottant des institutions universitaires et à sembler porter à Israël une attention particulière. Sans aucun doute, l'ASA le remercie de son indulgence, même si ce qu'elle révèle en réalité, c'est sa totale incompréhension de l'histoire et de la pratique du boycott en tant que tactique politique déployée par les mouvements sociaux.

« Orwellien »

Mais c'est au cœur même de sa rubrique que Beinart révèle les contradictions particulières et insolubles qui affligent le sioniste soi-disant libéral ainsi que les extraordinaires contorsions d'un langage véritablement orwellien utilisées pour faire passer ces contradictions par la magie.

Comment, en effet, pourrait-on autrement parvenir à normaliser un État qui se présente lui-même comme une exception par tous moyens possibles, tout en demandant à être considéré comme la « seule démocratie » au Moyen-Orient ?

Beinart accuse l'ASA et le mouvement palestinien pour le boycott dans son ensemble de secrètement « *s'opposer à*

l'existence d'un État juif établi dans des frontières. » Ils refusent, se plaint-il, de faire la distinction « entre la Cisjordanie, où les Palestiniens n'ont ni la citoyenneté, ni le droit au vote, ni le droit à un procès équitable, et Israël proprement dit, où les Palestiniens bien que victimes de discriminations profitent des trois. »

Beau tour de passe-passe. Reconnaître qu'il existe une discrimination en Israël embarque le lecteur hors de ce qui se joue réellement, et qui est de faire croire que cette discrimination est une aberration, mais qu'elle n'est pas l'essence même des lois et pratiques fondamentales d'Israël.

Un jeu truqué

Beinart ne peut pas ne pas savoir que la loi israélienne fait une distinction entre détenir une citoyenneté officielle (*ezrahut*) et répartir la catégorie cruciale de la nationalité (*le'um*) sur des motifs ethniques, réservant ainsi aux juifs les droits les plus importants, y compris celui du retour et de l'accès à la terre.

Cette distinction a été réaffirmée en octobre par la Haute Cour d'Israël qui a débouté 21 citoyens qui demandaient que leur nationalité soit reconnue dans le registre de la population en tant qu' « Israélien » et non en tant que « Juif ». La Cour a jugé que la suppression de cette dernière distinction mettrait en danger le statut d'Israël en tant qu' « État juif » ; c'est-à-dire un État où les juifs sont privilégiés par rapport aux citoyens non juifs.

Dans ce méchant jeu truqué, les Palestiniens et les autres « non-juifs » ne sont pas seulement confrontés à une discrimination, mais aussi à une exclusion permanente des droits fondamentaux que pratiquement tous les autres États – et toute revendication à une « démocratie » – intègrent dans la citoyenneté.

Les Palestiniens ne sont pas des « immigrés »

Beinart cherche également à faire oublier une autre loi d'exclusion qui caractérise fondamentalement Israël en tant qu'État racial. C'est là le moment orwellien le plus fabuleux : « *Le mouvement BDS (boycott, désinvestissement et sanctions) appelle à 'respecter, protéger et promouvoir les droits des réfugiés palestiniens au retour dans leurs maisons et propriétés' mais ils refusent à Israël le droit de se donner sa propre politique d'immigration. Il en va ainsi de l'appel du mouvement pour 'la reconnaissance des droits fondamentaux des citoyens arabes palestiniens d'Israël à une totale égalité', lesquels probablement dénie à Israël le droit de maintenir une politique pour une immigration préférentielle qui en fait un refuge pour les Juifs* ».

« *La politique pour une immigration préférentielle* » est l'expression hygiénique avec laquelle Beinart décrit le dénie aux réfugiés le droit, garanti par le droit international, au retour dans leurs maisons. Les Palestiniens de la diaspora qui demandent à revenir ne sont pas des immigrants, mais une population autochtone qui a été chassée par un nettoyage ethnique de ses terres et communautés où elle vivait depuis des générations.

Il y a les gens qui vivaient dans le village d'Issawiyeh, sur les terres expropriées duquel l'université hébraïque a construit son Immeuble Rabin, ou ceux encore qui ont été déportés de leur village détruit de Sheikh Muwanis, sur lequel l'université de Tel Aviv se trouve.

Il y a encore, tel le grand poète Mahmoud Darwish, les « *présents absents* » ; des personnes qui ont disparu presque autant par le langage richement inventif de la discrimination israélienne auquel fait écho Beinart, que par les pratiques actuelles qui transforment un peuple autochtone en « *immigrés* » ou « *infiltrés* ».

Et ce processus de transfert se poursuit encore aujourd'hui pour les habitants de Jérusalem-Est occupée à qui il est

constamment refusé un permis de construire pour agrandir leur maison, en vertu de la « loi » israélienne, et qui trouvent leurs maisons démolies ou s'en trouvent « légalement » expropriées par les colons.

L'exclusion est en cours pour tout « citoyen-ne » palestinien-ne d'Israël qui, ayant épousé un-e autre Palestinien-ne vivant à quelques miles de là en Cisjordanie, se voit refuser le droit au regroupement familial et doit s'auto-transférer dans une autre partie des territoires occupés.

Des droits considérés comme une « menace existentielle »

L'exigence des Palestiniens pour qu'Israël « *reconnaisse les droits fondamentaux des citoyens arabes palestiniens d'Israël à une pleine égalité* » est-elle si bizarre ou scandaleuse ?

Dans quel autre État une telle exigence d'une minorité, autochtone ou non, serait-elle considérée comme un prélude à la destruction dudit État, ou comme une discrimination envers la majorité ?

Les exemples qui viennent à l'esprit, inévitablement, sont l'Afrique du Sud de l'apartheid, ou l'Irlande du Nord à l'époque où elle était un « État protestant pour un peuple protestant » et où les catholiques, qui ont lancé un mouvement de droits civiques pour exiger des droits égaux, étaient confrontés à un rejet brutal et à la violence de l'État.

De tels régimes, basés fondamentalement sur la discrimination ou l'exercice scandaleusement inégal du pouvoir ou de privilèges, considèrent toujours toute remise en cause du système qui maintient l'inégalité comme une menace existentielle.

La vérité d'Israël

À cet égard, les territoires palestiniens occupés ne sont pas à distinguer de l'État « normal » ou « proprement dit »

d'Israël. Ce n'est pas seulement, comme Gideon Levy l'a écrit récemment dans *Haaretz*, que toutes les institutions israéliennes sont complices de l'occupation. C'est que l'occupation et ses pratiques sont la vérité d'Israël lui-même.

Les premiers sionistes, dans leur reconnaissance de l'existence d'une population arabe autochtone qui n'accepterait pas une colonisation, et dans leur conviction de la nécessité d'un « mur de fer » d'une force militaire pour réaliser leurs projets coloniaux, n'étaient pas seulement prophétiques. Ils étaient considérablement plus honnêtes que les sionistes libéraux d'aujourd'hui quant à la nature de ce qu'ils sont en train de faire.

Une « solution à deux États » menace les Palestiniens

La possibilité de plus en plus diffuse d'une solution à deux États, minée par l'expansion quotidienne des colonies illégales, ne résoudra pas la nature essentiellement discriminatoire d'un État racial exclusif. Perçue par Israël comme une « *menace démographique* », autre euphémisme orwellien invoqué pour justifier le nettoyage ethnique, ce sont en fait les Palestiniens en Israël qui font face à une menace existentielle, quelle que soit la solution à deux États.

Une telle « solution » ne mettrait pas – et ne doit pas mettre – un terme à la quête palestinienne pour une justice et une égalité. En vertu de quel code contre-utopique une population devrait-elle abandonner ses droits, ou sa quête d'un traitement égal de par la loi ?

Mais ceci ne signifie pas que le mouvement BDS recherche la « destruction de l'État d'Israël », avec toutes les connotations de génocide ou d'expulsions que cette expression évoque plus ou moins ouvertement. Ce qu'il recherche, c'est sa transformation.

Une invitation

Le mouvement BDS demande à ce qu'Israël soit effectivement ce qu'il prétend être : une démocratie normale, dans un État pour toute sa population. Il ne demande à personne de partir, ou d'accepter moins que l'égalité des droits. Il demande seulement que les juifs soient prêts à vivre sur un pied d'égalité avec les non-juifs, avec les Palestiniens ou les Bédouins, les chrétiens, les musulmans ou les laïcs, et à vivre sur une terre appartenant à toute sa population. Cela serait une véritable appartenance, pas une colonisation.

C'est une invitation, pas une menace. C'est une invitation aux juifs où qu'ils soient, et à tous les peuples, pour réaliser le potentiel émancipateur ancré dans chaque lutte pour la justice et dans chaque acte de solidarité locale ou internationale avec ces luttes.

C'est une invitation à se libérer de la contradiction douloureuse entre défense de la démocratie, et défense et soutien de l'oppression. C'est une invitation à sortir des mailles d'un rêve sioniste qui est devenu un cauchemar, toujours plus rigide et répressif, et à saisir les opportunités et prendre les risques qu'une véritable démocratie et une décolonisation éthique impliquent.

La mort de Nelson Mandela a remis à l'esprit le fait que pour qu'un processus de paix en Afrique du Sud soit lancé, les Sud-Africains blancs ont dû, à leur mérite à long terme, renoncer à leurs privilèges raciaux d'exclusion. En Irlande du Nord aussi, les protestants ont dû renoncer à leur monopole du pouvoir pour permettre au processus de paix d'être lancé.

Certains ont appelé cela le coût pour faire la paix. Peut-être serait-il préférable de considérer cela comme les cadeaux que la paix apporte à ceux qui sont prêts à envisager une cohabitation dans une société juste.

<http://electronicintifada.net/content/nightmare-hidden-within-liberal-zionism/13029>

traduction : JPP pour la Campagne BDS France